



# **Route des Eaux – Affaissement de chaussée**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

---

**COMMUNE DE REVEL  
74 PLACE DE LA MAIRIE  
38420 REVEL**

# SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT - INTERVENANTS .....	3
1.1.	OBJET DU CONTRAT .....	3
1.2.	INTERVENANTS .....	3
1.2.1.	Maîtrise d'ouvrage.....	3
1.2.2.	Maîtrise d'œuvre.....	3
1.2.3.	Mission G4 (supervision géotechnique d'exécution).....	3
1.2.4.	Contrôle technique.....	4
1.2.5.	Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
1.2.6.	Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC).....	4
1.3.	SOUS-TRAITANCE.....	4
1.4.	ORDRE DE SERVICE.....	4
2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	5
2.1.	PIECES CONTRACTUELLES .....	5
2.2.	PIECES NON CONTRACTUELLES.....	5
3.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	6
3.1.	PRIX DU CONTRAT .....	6
3.1.1.	Répartition des paiements .....	6
3.1.2.	Tranche(s) Optionnelle(s) .....	6
3.1.3.	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie .....	6
3.1.4.	Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
3.1.5.	Obligations particulières du titulaire .....	7
3.1.6.	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	7
3.1.7.	Approvisionnements .....	7
3.1.8.	Variation des prix .....	7
3.1.9.	Avance.....	7
3.2.	CONDITIONS DE PAIEMENT .....	8
3.2.1.	Règlement des comptes – Paiements .....	8
3.2.2.	Désignation de sous-traitants en cours de marché .....	8
3.2.3.	Modalités de paiement direct .....	9
3.2.4.	Délais de paiement .....	9
3.2.5.	Intérêts moratoires .....	9
3.2.6.	Retenue de garantie .....	10
4.	DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.....	10
4.1.	DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	10
4.1.1.	Délai d'exécution.....	10
4.1.2.	Calendrier prévisionnel d'exécution .....	10
4.2.	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	10
4.3.	PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCES.....	10
4.3.1.	Pénalités de retard dans l'exécution des travaux.....	10
4.3.2.	Absences aux réunions.....	11
4.3.3.	Infractions aux prescriptions de chantier.....	11
4.3.4.	Primes d'avances.....	11
4.4.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX .....	11
4.5.	DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	11
4.6.	PENALITES ET REFACTIONS DIVERSES (MARCHES D'INFRASTRUCTURES) .....	12
4.6.1.	Transports en surcharge.....	12
4.6.2.	Conformité de signalisation.....	12
4.7.	PENALITES POUR INOBSERVATION D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE 12	
4.8.	PENALITES DIVERSES .....	12
4.9.	EXECUTION COMPLEMENTAIRE.....	12
4.9.1.	Modification du contrat.....	12
4.9.2.	Réalisation de prestations similaires.....	12
5.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	13
5.1.	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX .....	13
5.2.	RECEPTION.....	13
5.3.	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE .....	13
5.4.	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	13
5.5.	DELAIS DE GARANTIE.....	13
5.6.	GARANTIES PARTICULIERES .....	14
5.7.	ASSURANCES.....	14
5.8.	RESILIATION .....	14

5.9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	14
6. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....	15

# 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT - INTERVENANTS

## 1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
**ROUTE DES EAUX AFFAISSEMENT DE CHAUSSEE**

Lieu d'exécution :  
Revel (38)

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Décomposition du marché : se reporter au règlement de consultation (RC).

## 1.2. Intervenants

### 1.2.1. Maîtrise d'ouvrage

Mairie de Revel  
74 place de la mairie  
38420 REVEL  
Tél : 04 76 89 82 09  
Courriel : [mairie@revel-belledonne.com](mailto:mairie@revel-belledonne.com)  
Ordonnateur : Madame le Maire

### 1.2.2. Maîtrise d'œuvre

SAGE INGENIERIE  
2, rue de la Condamine  
B.P. 17 - 38610 GIERES  
☎ 04.76.44.75.72  
Courriel : [sage@sage-ingenierie.com](mailto:sage@sage-ingenierie.com)

Elle est représentée par M.DIARA - tél. : 06 27 75 69 52.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est :

- ACT assistance passation du contrat de travaux
- VISA conformité et visa d'exécution au projet
- DET direction de l'exécution des travaux
- AOR assistance aux opérations de réception.

### 1.2.3. Mission G4 (supervision géotechnique d'exécution)

SAGE INGENIERIE  
2, rue de la Condamine  
B.P. 17 - 38610 GIERES  
☎ 04.76.44.75.72  
Courriel : [sage@sage-ingenierie.com](mailto:sage@sage-ingenierie.com)

#### **1.2.4. Contrôle technique**

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

#### **1.2.5. Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Aucun CSPS n'est prévu pour cette opération.

#### **1.2.6. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)**

Sans objet.

### **1.3. Sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article R.2193-3 du CCP et à l'article 3.6 du CCAG TR.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 48 du CCAG).

### **1.4. Ordre de service**

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG TR.

## 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

### 2.1. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

#### **Pièces particulières :**

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaire (BPU) ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;

#### **Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le CCAG travaux - arrêté du 8 septembre 2009 publié au Journal Officiel du 1er octobre 2009 ;
- Les normes en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

### 2.2. Pièces non contractuelles

- L'étude géotechnique de conception G2 PRO et ses annexes.

## **3. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **3.1. Prix du contrat**

#### **3.1.1. Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants.
- au mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### **3.1.2. Tranche(s) Optionnelle(s)**

Il est prévu une Tranche Optionnelle n°1.

#### **3.1.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes - Travaux en régie**

##### **3-4-1-Contenu des prix**

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG TR, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG TR), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- mais également des sujétions particulières suivantes :
  - L'entreprise devra adapter la circulation de chantier de manière à minimiser la gêne pour les usagers et riverains ;
  - Les contraintes dues à la présence des réseaux existants ;
  - Les prix des ouvrages comprennent la mise en place et l'entretien des mesures de protection nécessaires à la réalisation du chantier ;
  - Les essais et contrôles autres que ceux prévus au marché.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

#### **3.1.4. Caractéristiques des prix pratiqués**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

### **3.1.5. Obligations particulières du titulaire**

Sans objet.

### **3.1.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

### **3.1.7. Approvisionnements**

Les stipulations de l'article 11.3 du CCAG sont applicables.

### **3.1.8. Variation des prix**

Les prix du marché indiqués dans le BPU sont fermes et définitifs pendant la durée du marché.

Les conditions d'actualisations sont les suivantes :

- Le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date d'exécution des prestations.
- l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

### **3.1.9. Avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option B de l'article 10.1 du CCAG travaux. Le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du Code de la Commande Publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue à l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la Commande Publique. Cette avance est égale à 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00 % du montant TTC du marché.



## **3.2. Conditions de paiement**

### **3.2.1. Règlement des comptes – Paiements**

#### **Présentation des demandes de paiement**

Lorsque le titulaire remet au maître d'œuvre une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de décompte et comportent les indications suivantes :

- le nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- le numéro du marché ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées (avec rappel des prix du marché) ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

#### **Envoi électronique**

Conformément aux articles du Code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, la demande de paiement doit être envoyée par voie électronique.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail public de facturation CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, deux champs sont à renseigner : **le numéro d'engagement** (obligatoire) **et/ou le code service**. Ces informations figurent sur la commande dans la rubrique « CHORUS PRO » ou « références de la facture électronique ».

### **3.2.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance, dans les conditions de l'article 3.6.1 du CCAG TR.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le

titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise **qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché.**

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique.
- les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens techniques, financiers et références).

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

### **3.2.3. Modalités de paiement direct**

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés et de paiement direct à un sous-traitant, ce dernier libelle ses demandes de paiement au nom du représentant du pouvoir adjudicateur et les envoie conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du code susvisé.

### **3.2.4. Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du CCP.

### **3.2.5. Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement (art R.2192-31 et suivants du CCP).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

En application de l'article R.2192-17 du CCP, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour la vérification de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles. Par conséquent, le point de départ du délai de paiement sera la date de constatation de conformité si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

### **3.2.6. Retenue de garantie**

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,00 %** calculée sur le montant TTC des prestations.

Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées par l'acheteur et non rectifiées par le titulaire.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

## **4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

### **4.1. Délai d'exécution des travaux**

#### **4.1.1. Délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et son récapitulées ci-dessous :

- Période de préparation 30 jours
- Tranche Ferme : 4 Semaines
- Tranche Optionnelle n°1 : 2 semaines

#### **4.1.2. Calendrier prévisionnel d'exécution**

Démarrage des travaux à compter du 01 Septembre 2025.

### **4.2. Prolongation du délai d'exécution**

En vue de l'application éventuelle des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article 19.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 0 jours.

Par dérogation au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

### **4.3. Pénalités pour retard - Primes d'avances**

#### **4.3.1. Pénalités de retard dans l'exécution des travaux**

Les dispositions de l'article 20.1 du CCAG TR s'appliquent.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

---

SAGE INGENIERIE – ROUTE DES EAUX AFFAISSEMENT DE CHAUSSEE – COMMUNE DE REVEL (38) –

$$P = \frac{V * R}{3000}$$

Où :

P = montant des pénalités ;

V = montant des prestations hors taxe, base de calcul des pénalités ;

R = nombre de jours de retard.

#### **4.3.2. Absences aux réunions**

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre, une pénalité de 1 000 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

#### **4.3.3. Infractions aux prescriptions de chantier**

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 5-3-1 et 5-3-2 et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 500 euro(s)
- Dépôt de matériaux, terres en dehors des zones prescrites : 1 000 euro(s)
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, plans de synthèse, etc ...) : 1 000 euro(s)
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 500 euro(s)
- Retard dans le nettoyage du chantier : 1 000 euro(s)

#### **4.3.4. Primes d'avances**

Sans objet.

### **4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Conformément aux dispositions du CCAG TR.

### **4.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

A la réception des travaux, il est obligatoire pour les entreprises de fournir au maître d'œuvre les plans de récolement des ouvrages exécutés.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 1 000 €. H.T. sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

#### **4.6. Pénalités et réfections diverses (marchés d'infrastructures)**

##### **4.6.1. Transports en surcharge**

Conformément aux dispositions du CCAG TR.

##### **4.6.2. Conformité de signalisation**

En complément de l'article 31 du CCAG TR, s'il est constaté que la signalisation mise en place et prévue à l'article 8.4 du CCAP n'est pas conforme, il sera fait application d'une pénalité journalière par jour constaté égale à 1 000€ HT.

#### **4.7. Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé**

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 8.4.5 c) du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 1 000,00 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG TR.

#### **4.8. Pénalités diverses**

Une pénalité journalière de 1 000,00 € pour absence ou non-conformité de la signalisation temporaire de chantier vis-à-vis, de l'arrêté permanent réglementant la circulation sous chantier et lors d'interventions d'urgence sur le réseau routier départemental, et des arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992 relatifs à la signalisation temporaire (livre I, huitième partie) sera appliquée.

En cas de substitution par l'administration pour la fourniture des panneaux, il sera appliqué en complément de la pénalité journalière, une pénalité de 450,00 € par panneau manquant.

Une pénalité journalière de 1 000,00 €. sera appliquée en cas de défaillance de l'entreprise dans les cas d'urgence prévus à l'article 8.4.6 du présent C.C.A.P.

#### **4.9. Exécution complémentaire**

##### **4.9.1. Modification du contrat**

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R.2194-1 et suivants du CCP.

##### **4.9.2. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

## **5. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX**

### **5.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés des CCTG et le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur et réalisés en application de la fiche de procédure définie dans le mémoire justificatif et approuvée par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur adresse au maître d'œuvre les certificats constatant les résultats des vérifications faites. Au vu de ces certificats, le maître d'œuvre décide s'il y a lieu que l'entrepreneur reprenne certains ou totalité des ouvrages non conformes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter à la charge du maître de l'ouvrage des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

S'il est constaté une dérive de qualité lors du contrôle extérieur imputable au non-respect du contrôle externe réalisé par l'entreprise, le maître d'ouvrage peut se substituer à l'entreprise ou faire appel à un organisme de son choix pour réaliser les contrôles externes prévus au marché.

### **5.2. Réception**

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG TR et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

### **5.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage**

Aucune disposition particulière n'est prévue.

### **5.4. Documents fournis après exécution**

Les stipulations de l'article 40 du CCAG s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en trois exemplaires dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques (s'ils sont fournis sous forme électronique, ils sont conformes au format et aux caractéristiques définis par le marché) :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG TR : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance et d'entretien des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.
- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

### **5.5. Délais de garantie**

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG TR, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG TR, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

## **5.6. Garanties particulières**

Sans objet.

## **5.7. Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances responsabilité civile (RC) et décennale permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **5.8. Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions des articles 45, 46.3 et 47 du CCAG Travaux.

## **5.9. Obligations du titulaire**

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Conformément à l'article 6 du CCAG TR, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **6. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.